N° 796 — JANVIER 1982 — Prix du numéro : 5 F

ISSN 0398-2076

LA Grande Relève DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

CHÔMEURS !

VOUS AVEZ BESOIN DE VOUS !

(voir page 3)

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

■ **ACTUALITE :**

Nos meilleurs vœux... par M.-L. Duboin p. 3

Réfléchissons sans dogmatisme par R. Thuillier p. 4

Au fil des jours par J.-P. Mon p. 7

La France dans le brouillard par J. Malrieu p. 9

Ils en sont là et nous en sommes las. p. 10

■ **REFLEXIONS :**

C'est maintenant ou jamais par A. Chantraine p. 4

Un seul remède efficace : il faut adopter une économie de chômage par A. Hunebelle p. 5

Le plein emploi ? par H. Muller p. 8

Soit dit en passant : le drame d'un chômeur. par G. Lafont p. 11

« La Trilatérale » est hébergée par E.D.F. par Hilarius de Joyeuse p. 13

■ **BLOC-NOTES** p. 14

■ **COURRIER** p. 15

■ **RESUME DE NOS THESES** p. 2

■ **L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE** p. 16

REDACTION et ADMINISTRATION :
88, bd Carnot, 78110 LE VESINET — C.C.P. 13.402.39 M Paris

M 1669 - N° 796 - 5 F

résumé de nos thèses

UN RAPPEL

En 1934, Jacques DUBOIN créa le journal « LA GRANDE RELEVE DES HOMMES PAR LA SCIENCE » pour expliquer que le progrès des sciences et des techniques de production avait conduit les sociétés modernes au seuil d'une nouvelle civilisation. Il montrait que l'abondance faisait irruption dans de nombreux secteurs de l'économie que celle-ci s'employait à freiner car « la rareté fait le profit ».

Cette « marche vers l'abondance », disait-il, nous conduit à édifier notre société sur de nouvelles structures économiques permettant de satisfaire de mieux en mieux les besoins de l'homme.

Cette société dispose du fruit des efforts des générations précédentes, développant les techniques de production et leur automatisation. De puissantes machines sont capables de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau. Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en priver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

En 1950, Jacques DUBOIN publiait une brochure intitulée « L'Economie Distributive s'impose » pour montrer qu'il importait de sortir au plus tôt d'un système basé sur la rareté et que la seule issue consistait à substituer aux institutions de l'échange celles de la distribution. D'où le qualificatif d'Economie Distributive.

UNE URGENCE

Aujourd'hui, l'évolution et les déséquilibres économiques sont tels que, de nécessaire, l'instauration de l'Economie Distributive est devenue urgente pour rétablir la prospérité économique et assurer la seule croissance à laquelle aspirent les Français : celle de leur mieux-être.

Mais leur ignorance en matière d'économie empêche la plupart de nos contemporains de prendre conscience que, tant que subsistera l'économie de marché, seules seront possibles des mesures entretenant la rareté pour ménager le profit d'une minorité : austérité, hausse des prix, stagnation économique, étouffement des initiatives non génératrices de profit, gaspillage des ressources naturelles, accélération catastrophique de la course aux armements, barrage de l'accès à l'information et aux loisirs.

UN EFFORT DE REFLEXION

Voilà pourquoi l'œuvre de Jacques Duboin a été sans cesse une exhortation à repenser les fondements du système économique qui régit nos relations sociales et à préciser la formulation des structures capables de lever les obstacles qu'ont mis les hommes à leur propre épanouissement ; c'est :

(SUITE PAGE 16)

Ce résumé succinct ne permet pas d'entrer dans les détails d'une théorie élaborée par Jacques DUBOIN, *au long d'une vingtaine d'ouvrages dont la plupart sont aujourd'hui épuisés. Une réimpression générale en est envisagée. En attendant, un numéro spécial de « La Grande Relève » publié en octobre* 1978 *et qui contient de larges extraits de ces ouvrages, vous sera envoyé contre la somme de dix francs, sur simple demande au siège du journal,* 88, *bd Carnot,* 78110 *Le Vésinet.*

éditorial

Nos meilleurs vœux...

NOUS voici à la saison des vœux. Or, ce qui crée des liens si solides entre les lecteurs-rédacteurs de la Grande Relève, c'est précisément les vœux qu'ils forment pour que leurs semblables comprennent que l'humanité possède aujourd'hui les moyens de vivre mieux et de s'épanouir dans un monde plus juste. Il faut pour cela qu'ils fassent l'effort d'imagination et de détermination de nous suivre dans nos propositions d'en finir avec le profit et le salariat. Ces vœux, nous les formons donc en permanence.

★

Mais il ne faut plus se contenter de souhaits. Nous avons un projet destiné à assurer la transition entre la crise actuelle et l'économie distributive. Il s'agit donc maintenant de diffuser ce projet, de l'expliquer et de convaincre un maximum de monde de le mettre sur pied.

Chômeurs, à vous d'agir !

Ce qui fait notre force, et c'est un atout énorme, c'est que nous apportons l'espoir : à tous les chômeurs, à tous les faillis que la société a écrasés, à tous les jeunes sans emploi que le monde marchand désespère, traite en inutiles ou en parias, nous disons : organisez-vous en un monde plus humain, prenez-vous en main pour créer, d'abord pour vous-même et les vôtres, un monde « convivial ». Vous, les chômeurs, réunissez-vous et ensemble, définissez entre vous les rapports que vous souhaitez avoir. Créez cette coopérative qui vous permette, dans un premier temps, de vous alimenter à des prix raisonnables en vous répartissant tout ce que les petits paysans peuvent produire mais se désespèrent de ne pouvoir vendre. Organisez un circuit d'échanges qui court-circuite le monde de l'argent. Vous vous croyez inutiles ? Avez-vous pensé à tous ceux qui ont besoin de votre travail et n'ont pas les moyens de le payer ? Offrez votre temps libre pour construire un monde sans profit. **LE MONDE MARCHAND VOUS REJETTE : RÉPUDIEZ-LE !**

UN PARI SUR L'HOMME

C'est sans doute un pari que nous faisons. Pari sur la capacité de l'homme à se mobiliser pour créer la société humaine où il pourra s'épanouir demain. Pari que l'union sacrée qu'il est capable de former en temps de guerre, il sera capable de la faire pour fonder la paix. Mais c'est un pari qui s'appuie sur le fait qu'il dispose de moyens énormes qui n'existaient pas hier. Il les a inventés, pourrait-il se laisser avoir au point de ne pas oser s'organiser pour en profiter ?

Marie-Louise DUBOIN.

« Quand il n'est plus nécessaire de payer un travailleur pour qu'il produise, l'Etat doit le payer pour qu'il consomme. »

J. DUBOIN

Réfléchissons sans dogmatisme

par René THUILLIER

Nous publions ci-dessous la lettre de René Thuillier, notre grand voyageur.

Rentrant du bout du monde, sa réflexion est : il faut, pour être suivis, que nous ayions un plan de transition à proposer. Et cette lettre, justement, est arrivée pendant qu'André Hunebelle rédigeait l'article qui suit.

Je voudrais donner mon sentiment sur les difficultés que rencontre notre propagande. On voudra bien m'excuser si je ne dissimule pas le fond de ma pensée.

En premier lieu, je suis bien d'accord, comme l'a souligné Marcel Dieudonné, que le Budget Social de la Nation, qui atteint à présent 43 % du P.N.B., constitue déjà un « Revenu de consommation » alloué sans contre-partie de travail. Je doute, toutefois, que ce taux dépasse les 50 %. En tout état de cause, il ne s'appliquerait encore qu'à des « assistés ». Ce ne serait donc pas une solution au problème social et économique actuel. Cependant, il pourrait faire comprendre ce que pourrait être un véritable « Revenu Social » de base accordé à tout le monde, même dans une économie de marché.

En fait, beaucoup de personnes sensées en admettent le principe, mais tout le monde *s'interroge sur son financement.*

Nous nous trouvons alors en face de cette fameuse question de la création de monnaie. On le sait, elle est surtout d'origine bancaire. Spéculation mise à part, elle repose presque uniquement sur le crédit.

L'Economie Distributive propose de mettre en circulation une monnaie gagée uniquement sur la production, les prix étant fixés arbitrairement. Elle s'annulerait, par divers moyens, après son utilisation.

Mais, pour l'instaurer, ce sont toutes les infrastructures *capitalistes qu'il faudrait non bouleverser, mais* remplacer totalement.

Qui ne voit que c'est tout le problème ?

Le remarquable article de M.-L. Duboin dans le numéro 794 (novembre) démontre bien « qu'il faut tout changer ». Depuis longtemps nos militants savent que, pour établir une véritable économie, il est indispensable de créer des structures entièrement nouvelles. Il faut que le public le sache aussi. Mais comment ? et par qui ?

En fait, ce que nous proposons, c'est ce que le socialisme et le communisme s'assignaient comme but ultime de leur action. Ils envisageaient d'y parvenir soit par une Révolution violente, soit par des réformes qui y conduiraient par degrés.

Sauf bouleversements imprévisibles, résultant d'une guerre totale, la Révolution violente est peu souhaitabe. Elle n'est plus prônée, ou acceptée, que par de petites minorités.

— Le Réformisme, alors ?

La « crise » qui dure depuis 10 ans s'accentuera et en aura raison tôt ou tard ; car la véritable Révolution de notre temps, c'est la Révolution Mécanicienne, prévue il y a 50 ans par J. Duboin. Elle amènera les faillites, le chaos et, en bout de compte, le fascisme... si le capitalisme ne cède pas.

Mais pour cela, il faudrait ne plus s'appuyer sur l'Economie Marchande et la civilisation du gain et du travail salarié. Comment demander au capitalisme qu'il se supprime lui-même ?

Alors ? Comment les structures de l'Economie Distributive s'établiront-elles ?

C'est l'interrogation capitale et cruciale qui nous est posée.

Dire qu'on y parviendra fatalement, que c'est dans la nature des choses, est peut-être une réponse ; mais elle ne peut évidemment pas suffire à des esprits positifs.

Il faudrait dire par quels moyens elle s'instaurera.

Il reste que pour beaucoup de nos concitoyens, une Economie Distributive qui doit être fondée sur une disparition totale *du capitalisme constitue actuellement un danger beaucoup plus grand que ce que les Partis et Syndicats de gauche se fixent sagement pour but.*

Ils se trompent... d'accord !... mais c'est, en l'occurence, le premier obstacle *à notre propagande.*

C'EST MAINTENANT OU JAMAIS

En ce XXe siècle, le système financier a engendré le plus grand gaspillage de tous les temps.

Ce système a créé la désorganisation constante et des complexités voulues dans le seul but d'avoir mainmise sur tous les êtres.

Toutes leurs industries travaillent pour produire à 80 % de l'inutile.

Il est plus que temps de changer nos structures économiques vieillotes en revoyant sur le plan du profit tout le système financier.

Une solution s'impose, la seule, il faut créer une monnaie non thésaurisable et sans profit qui supprimera inflation et corruption. Ce ne seront plus les sociétés qui distribueront les salaires. Seuls les organismes de la nation distribueront équitablement le revenu qui permettra à chacun de se procurer ce dont il a besoin.

Le travail sera au service de tous.

La monnaie au service de la production. Les uns au service des autres et non plus au service de l'argent-profit.

En France le socialisme est aux commandes de l'Etat. Un espoir a envahi les hommes et les femmes conscients dans le monde entier.

Fassent que les vrais socialistes changent la société pour que l'empreinte de Justice soit marquée à jamais afin que ne reviennent plus les conservateurs fossiles du passé.

Fasse que l'économie soit au service de tous les êtres. C'est maintenant ou jamais !

Albert CHANTRAINE.

UN SEUL REMÈDE EFFICACE : IL FAUT ADOPTER

UNE ECONOMIE DE CHOMAGE

par André HUNEBELLE

RAPPELONS d'abord — pour balayer beaucoup d'arguments superflus — qu'aucun remède traditionnel ne peut permettre de nous en sortir en restant dans le cadre de l'Économie de Marché qui a abouti à cette impasse.

Verrions-nous, sans cela, tous les pays occidentaux tenter en vain tout ce qui est imaginable contre le chômage qui les submerge, sans qu'ils aient jamais obtenu le moindre résultat positif ?

Or, tous leurs économistes ne peuvent pas être, partout dans le monde, plus incompétents et aveugles que les nôtres. Il est des records qui sont difficiles à battre !

Concluons qu'il serait vain d'espérer aujourd'hui une solution aux problèmes aigus et urgents que nous pose la marée montante du chômage en appliquant une fois de plus l'un des palliatifs qui ont fait dix fois, dans tous les pays, la preuve de leur inefficacité.

Nous devons donc tenter de nous adapter à une situation tout à fait nouvelle créée par l'efficacité toujours plus grande du Progrès Technique qui est un générateur permanent de chômage, et il n'est pas d'autre solution que de décider **la création d'un « Ordre Économique Nouveau » réservé aux chômeurs et exclusivement à eux.**

Tant qu'on s'attardera à traiter le problème du chômage autrement que comme une mutation définitive d'un Ordre Économique et Social dépassé vers un nouvel Ordre Économique et Social dont les « structures » sont adaptées aux possibilités de production des machines modernes, on tournera en rond dans jamais trouver la seule vraie solution du problème, exactement comme les savants de l'Antiquité quand ils s'entêtaient à résoudre le problème, sans solution possible, de la « quadrature du cercle ».

Oui, il faut que nous soyons tout à fait convaincus que la seule porte de sortie est la création de cet Ordre Économique Nouveau, strictement réservée aux chômeurs, fonctionnant en marge de l'Économie de Marché qui survit encore de façon à peu près satisfaisante pour 90 % de la population.

Si, dans ce nouvel Ordre économique instauré pour les accueillir — qui aujourd'hui, représenterait seulement 10 % de l'économie de la France — nous mettions l'ensemble des chômeurs à même de créer, par leur travail retrouvé et organisé, **et pour leur usage exclusif,** le volume des biens de consommation qui leur est nécessaire, et de **subsister** ainsi puis très vite de **prospérer,** en ne coûtant plus rien à personne, existerait-il encore un problème du chômage ?

Et, puisque toute leur production leur serait réservée (à eux et à leurs familles) la production de ce nouveau groupe social ne porterait aucune atteinte concurrentielle au secteur de l'Économie échangiste qui survit encore pour 90 % des Français.

Tout ce qui précède nous amène à conclure que le seul effort efficace d'intelligence et d'imagination qui s'impose à nous est d'obtenir ce résultat. Et je vais tenter de vous démontrer que c'est possible, réalisable assez vite et même pas très difficile.

Je crois nécessaire de faire ici une remarque préalable, pour répondre par avance à une objection de principe qui vient très naturellement à l'esprit.

Tous les lecteurs de la « Grande Relève » ont compris depuis bien longtemps, je pense, que les problèmes douloureux qui se posent aujourd'hui se résoudraient comme par enchantement si l'on pouvait, d'un coup de baguette magique, remplacer toute l'économie de marché (dépassée) par une **Économie Distributive.**

Je suis tout à fait acquis à cette idée, mais il faut être conscient que pour une multitude de raisons, cela reste encore du domaine du rêve.

Les économies de toutes les nations occidentales sont étroitement solidaires et une grande majorité de leurs peuples est encore farouchement attachée aux principes de l'économie dans laquelle elle a toujours vécu.

Si donc, du jour au lendemain, le Gouvernement français décidait de tenter ce chambardement total, cette véritable « **révolution économique** » ferait surgir de toutes parts des difficultés à peu près insolubles et des obstacles insurmontables. Cela finalement n'aboutirait à rien de constructif.

Comme il est — nous l'avons tous compris, je pense — tout à fait impossible de passer brutalement, du jour au lendemain, **d'une économie de structure échangiste,** où tout se vend, s'échange contre quelque chose (monnaie ou travail), et dont le principe original est le fameux « **qui ne donne rien, n'a rien** », où celui qui ne travaille pas encore ou ne travaille plus ne doit théoriquement rien recevoir..., **à une économie de structure distributive,** où rien ne se vend, rien ne s'échange, tout ce qui est créé ou fabriqué se distribue gratuitement, où celui qui ne travaille pas encore ou qui ne travaille plus, reçoit la part lui revenant équitablement du volume des richesses

créées par ceux qui dépendent de cette Société, pour faire vivre tous les ressortissants qui en font partie..., il est tout à fait indispensable d'élaborer :

UN PLAN DE TRANSITION

Ce Plan aura pour objet de prévoir et définir la façon la plus valable de passer, avec le moins d'obstacles et de difficultés possible, du premier état économique, au second.

Mais il est tout à fait inconcevable d'espérer un jour transformer progressivement une Économie de marché en Économie Distributive (ou l'inverse). Leurs conceptions et leurs structures sont non seulement différentes mais elles sont **antagonistes.**

Quand une Société possède un certain volume de production, elle peut décider, soit de **le distribuer** (selon certaines normes), soit de **le vendre,** elle doit choisir. Elle ne peut pas faire progressivement un peu plus ou un peu moins l'un ou l'autre.

Il faut donc renoncer à tenter une transition progressive d'une Économie vers l'autre.

Par contre, rien ne s'oppose à ce que — à l'intérieur d'une Économie de Marché — se crée l'embryon d'une petite Économie autonome de type Distributif et qu'elle puisse progressivement s'y développer et prendre son essor.

Les dirigeants du Plan devront donc s'ingénier à ce que cette existence parallèle de la nouvelle Économie Distributive ,ayant sa monnaie propre, ses moyens de production et ses magasins réservés uniquement à ses ressortissants, puisse vivre parallèlement et en bonne harmonie avec l'Économie actuelle qui continuera à fonctionner normalement pour 90 % des Français.

IL FAUT CRÉER UNE ÉCONOMIE DE CHOMAGE

Cela a été la conclusion de la Commission Économique dont j'étais l'animateur. Nous avons même été amenés à conclure, en poussant notre étude, que le fonctionnement de cette nouvelle petite Économie Distributive avait des conséquences et une influence tout à fait favorable à l'Économie actuelle.

Je n'ai malheureusement pas ici, dans un article bref, la possibilité de développer comme j'aurais aimé le faire pour être mieux compris, tout le contenu de ce« **Plan de Transition** » que mon ami Gaston Bergery, député de Mantes et fondateur du parti « Frontiste », dont quelques interventions à la Chambre firent sensation à l'époque, m'avait demandé en 1938. La situation était alors tout à fait comparable à celle que nous vivons aujourd'hui, et j'eus l'extraordinaire surprise de constater que les nombreux éléments que j'ai pu retrouver d'un rapport que j'avais élaboré à son intention, sont en 1982, tout à fait actuels.

Nous préconisions le regroupement dans une **Régie Autonome d'Économie Distributive** de tous ceux que l'Économie de Marché s'avère incapable de faire survivre de façon satisfaisante. Les responsables du Plan auront donc à définir les normes précises de cette nouvelle petite Société et tous les détails de son fonctionnement.

Il convient d'insister une fois encore sur le fait que cette petite Économie d'un type nouveau sera réservée uniquement à tous les chômeurs et à leurs familles, et que cela ne concerne encore que **10 % de la population.**

Il sera, en effet, infiniment moins difficile d'en concevoir et d'en élaborer les cadres et le fonctionnement que s'il s'était agi d'en concevoir et d'en déterminer les normes pour un grand pays.

Mais il est évident que tous ceux qui survivent encore dans l'économie actuelle, s'inquiéteront de voir créer, parallèlement à la leur, cette petite Société d'un type tout à fait nouveau. Les responsables du Plan devront commencer par les rassurer.

Les dirigeants de notre nouvelle économie diront à tous ceux qui survivent encore dans l'économie de marché :

— « Rassurez-vous, car toutes les dispositions sont prises pour que le fonctionnement de notre petite économie ne porte aucun préjudice à l'Économie de Marché dans laquelle vous vous débrouillez encore pour vivre. »

« Ne croyez surtout pas que nous ayons intérêt à vous convaincre que vous êtes dans l'erreur et que nous avons enfin découvert la vérité. Il ne s'agit pas de doctrine, il s'agit de réalités. Et, puisque vous vous débrouillez encore pour survivre assez bien dans cet ancien cadre d'économie, nous avons intérêt à ce que vous y restiez le plus longtemps possible. »

« Notre Économie nouvelle est exclusivement réservée aux chômeurs qui vous coûtaient fort cher. Elle leur permet de produire et de se distribuer à eux-mêmes le produit de leur travail retrouvé. Ils ne vous coûteront donc très rapidement presque plus rien, ce qui sera bien favorable pour vous. Et, comme la totalité de leur production est destinée exclusivement à eux et à leurs familles, cela ne pourra vous porter aucun tort. »

« Mais, regardez bien ce qui se passera à l'intérieur de cette nouvelle petite Société. Vous constaterez probablement très vite que les conditions de vie et de travail y sont meilleures que dans la vôtre, où règne constamment un climat d'inquiétude et d'incertitude, et que le niveau de vie et les conditions de travail de nos ressortissants seront très vite préférables aux vôtres. Si bien que le jour où vous ne parviendrez que difficilement à subsister dans le désordre perpétuel de votre Économie (nous souhaitons que ce soit le plus tard possible !), vous viendrez nous trouver. Nous vous proposerons alors (que vous soyez ouvrier, cadre ou même Directeur d'entreprise), une solution qui résoudra sans doute tous vos problèmes. Et vous déciderez de vous-même si vous avez intérêt à demander votre intégration dans notre groupe. »

Examinons maintenant les réalisations concrètes que devront entreprendre les responsables du

(SUITE PAGE 12)

M. Rigout, ministre (communiste) de la formation professionnelle, disait récemment : « N'oublions jamais que la cause décisive du chômage, c'est la disparition nette d'environ un million d'emplois industriels en France ces dernières années. Or, un emploi industriel créé en induit deux ou deux autres. Il est évident que c'est sur l'emploi industriel que la bataille pour l'emploi se gagnera. »

J'imagine que les deux ou trois emplois induits dont parle M. Rigout sont des emplois de bureau. Or, nous savons bien (voir G.R. n° 791, juillet-août 1981) qu'un très grand nombre de ces emplois sont condamnés à disparaître, tout comme les emplois industriels, à cause de l'introduction massive de la microélectronique.

C'est ainsi, par exemple, que la City Bank, à New York, a doté cinquante personnes, cadres et secrétaires, de systèmes bureautiques multi-fonctions dans le département des transferts internationaux. Ils accomplissent ainsi un travail qui demandait quatre cent trente personnes en 1970...

La fin du chômage n'est donc pas pour demain, même si l'on crée de nombreux emplois industriels. La seule solution, c'est de réduire considérablement la durée du travail et de « partager » le travail nécessaire entre tous, sans diminution de salaire. Les gains de productivité apportés par la robotique et la micro-électronique le permettent.

A propos de machinisme, je voudrais rappeler l'adresse aux travailleurs que publiait Jean Grave dans la « Société Future »... **en 1895 :**

« La machine est un mal dans la société actuelle, parce que vous avez des maîtres qui ont su faire tourner à leur profit exclusif toutes les améliorations que le génie et l'industrie de l'homme ont apportées dans les moyens de production.

Si ces machines appartenaient à tous, au lieu d'appartenir à une minorité, vous les feriez produire sans trêve ni repos, et plus elles produiraient, plus vous seriez heureux, car vous pourriez satisfaire tous vos besoins. Votre production n'aurait de bornes que par votre faculté de consommer. Quand vos magasins seraient pleins, vous ne vous amuseriez pas à produire des choses dont vous n'auriez plus besoin, cela est évident, mais alors vous jouiriez de votre repos en paix, vous n'auriez pas la peur de la misère comme aujourd'hui, lorsque vous chômez. [...]

Dans ces conditions, les machines seraient un bienfait pour vous. Donc, ce ne sont pas elles qui sont la cause de votre misère, mais ceux à qui elles servent de moyen d'exploitation. »

***

Aujourd'hui, presque cent ans après, le Premier Ministre Pierre Mauroy s'interroge : « Nos idées sont nées de la réaction contre l'ordre inhumain de la machine. Allons-nous savoir aujourd'hui nous lancer dans une expérience originale sachant faire place à la machine sans jamais broyer l'homme ? »

***

Cette interrogation, on la retrouvait aussi dans la Troisième Encyclique de Jean Paul II « Laborem Exercens ». Après avoir reconnu « que la technique est un élément fondamental du progrès économique », le Pape déclarait :

« Pour faire face au danger du chômage et assurer un travail à chacun, les instances doivent pourvoir à une planification globale qui soit en fonction de ce chantier de travail différencié au sein duquel se forme la vie, non seulement économique mais aussi culturelle, d'une société donnée ; elles doivent faire attention, en outre, à l'organisation correcte et rationnelle du travail dans ce chantier. Ce souci global pèse en définitive sur l'Etat mais il ne peut signifier une centralisation opérée unilatéralement par les pouvoirs publics. Il s'agit au contraire d'une coordination juste et rationnelle dans le cadre de laquelle doit être garantie l'initiative des personnes, des groupes libres, des centres et des ensemble de travail locaux. »

***

Nous allons donc par la force des choses vers une civilisation des loisirs qui, elle aussi, suscite de nombreuses interrogations mais aussi beaucoup d'espoirs, comme en témoigne ce qu'écrivait le Dr Amiel dans la revue de la M.G.E.N. d'août-septembre 1981 :

« La civilisation des loisirs ne forge et ne forgera pas des générations de paresseux. Conséquence du progrès technique qui a libéré l'homme de la nature, elle libère à son tour l'homme de la tyrannie du travail. En entretenant et en développant en l'homme sa jeunesse, les activités de loisirs maintiennent au mieux de leur efficacité ses fonctions adaptatives. Elles sont donc garantes de nouveaux progrès.

Cette civilisation des loisirs correspondra donc à un modèle de travail concentré, expurgé de tout automatisme — dont se chargera la machine — mais aussi de toute vie, où l'homme ne justifie plus sa présence que par des activités de haute responsabilité. »

***

Développement du progrès technique, partage du travail, planification mais organisation au niveau local, civilisation des loisirs, toutes ces notions que l'on retrouve un peu partout, tout cela rassemblé, ça fait presque l'économie distributive. Il ne manque que la monnaie de consommation. Mais dans le domaine monétaire les idées reçues et les préjugés sont encore plus tenaces. Il reste fort à faire pour démystifier les mécanismes de la création monétaire. Mais là encore, les faits imposeront leur logique.

J.-P. MON.

Le plein emploi ?

par Henri MULLER

Trève de balivernes. — Le plein emploi généralisé relève du mythe. A le définir comme la priorité des priorités, gouvernement, syndicats et patronat font fausse route. Quant à l'emploi galvaudé à faire n'importe quoi, gaspillant l'énergie, les outillages, des matériaux et autres précieuses ressources, il dénote une indigence d'idées de la part des responsables asservis à une règle du jeu dont l'absurdité n'a d'égale que sa malfaisance.

Est-il tolérable que la production, que l'embauche, que le niveau de vie d'une population, dépendent de la ronde de bouts de papier enluminés, de conventions, de codes fixant les droits du capital à prélever une dîme sur le revenu des personnes, sur le fruit de leur travail ? N'est-il pas extravagant que la vie, que les transports puissent s'arrêter, les approvisionnements tarir, non pour des raisons matérielles ou technologiques, mais pour des histoires d'écritures comptables, par manque de crédits, par simples décisions de financiers légitimement soucieux de leurs propres intérêts ?

En visant exclusivement profit ou revenu, l'emploi déserte son rôle. Celui-ci est double : approvisionner les besoins réels de la société, ceux des ménages et des individus, ceux des entreprises, des administrations, des collectivités ; libérer le maximum de temps disponible pour les activités du loisir. Le travail au service d'autrui reste une corvée nécessaire à caractère obligatoire qu'il convient de partager entre tous au mieux des compétences de chacun. Il s'agit d'en alléger la durée en le limitant au seul domaine des choses utiles.

L'emploi, priorité des priorités ? Trève de balivernes ! Priorité plutôt au processus conduisant à changer la règle du jeu : monnaie de consommation, rupture du lien entre les revenus et la durée du travail, entre les revenus et les prix, entre les prix et les coûts. Alors tout change.

Des autorités politiques et religieuses jusqu'au menu peuple, tout le monde revendique le changement. Mais s'agit-il de rogner quelques privilèges, de toucher au culte du veau d'or, de franchir le rubicon monétaire, c'est alors une levée de boucliers, un sauve-qui-peut général. On dénonce l'utopie, l'aventure, l'irresponsabilité, et les sarcasmes de pleuvoir. Aucun modèle, aucun projet ne trouvent grâce devant les maîtres-à-penser d'un public ancré dans le conformisme, conditionné pour subir, jusqu'à la fin des temps, le joug des financiers, celui de l'argent-roi. On se borne à dispenser de bonnes paroles, à promettre du « brouillard à l'eau d'avenir ».

« Le moment, a écrit Jean ROSTAND, ne peut plus être bien éloigné, où l'on s'étonnera que durant tant de temps, tant de choses aient pu rester l'apanage de si peu de gens ».

L'emploi, priorité des priorités ? — Pour lors, la production semble s'accommoder du taux actuel de chômage. Nulle pénurie ne nous menace. Pourquoi s'ingénier à créer des emplois au prix de scandaleux gaspillages d'énergie et d'approvisionnements de toutes sortes ? Le bon sens voudrait que l'on se borne à répartir le travail restant utile entre tous les personnels disponibles, physiquement ou intellectuellement aptes. Après tout, le progrès, son fruit le plus apprécié, n'est-ce pas le gain en loisirs permis par la productivité, loisirs que d'invraisemblables gaspillages, la nécessité de faire circuler l'argent pour former les revenus, rejettent vers le royaume des utopies ?

La règle du jeu exige qu'il en soit ainsi ? Disons qu'elle est absurde, contraire au sens commun et changeons-la. Nos socialistes n'ont-ils pas en mains tous les pouvoirs pour le faire ?

INITIATIVE

R. V., d'Aix-les-Bains, ayant lu dans le « Dauphiné Libéré » du 4 décembre 1981, la question suivante posée par l'éditorialiste P. Dreyfus : « Où sont-ils les économistes qui nous expliqueront clairement les causes profondes de la crise actuelle ? Même aux Etats-Unis, je ne les ai pas trouvés », a répondu à l'auteur de cette question : « Pourquoi aller chercher bien loin, à l'étranger, ce que l'on a précisément chez soi, dans sa propre région ? » et en a profité pour rappeler que l'économiste savoyard J. Duboin avait fourni depuis longtemps les explications souhaitées et non seulement diagnostiqué le mal et prévu son évolution, mais en plus proposé les remèdes nécessaires.

D'autres lecteurs de la région voudront probablement se joindre à notre camarade afin que le « Dauphiné Libéré » et son éditorialiste ne puissent plus ignorer nos propositions. Mais ce journal et ses lecteurs veulent-ils vraiment comprendre la crise et auront-ils le courage d'envisager la mutation qu'elle entraîne ? Nous attendons leur réaction.

souscription

POUR QUE VIVE « LA GRANDE RELEVE »

M. BOURRIAU : 50 - B. PALIER : 30 - R. BOUR : 150 - P. ESPERABA : 20 - J. DANCOISNE : 10 - M. BELLET : 50 - H. BEVANCON : 1.000 - J. GOUJARD : 50 - R. BEHR : 100 - R. THUILLIER : 110 - F. PIGAGLIO : 50 - P. PICAMAL : 150 - SPRINTZ : 10 - J. DELIGNAC : 50 - P. et M. BUGUET : 200 - COUTON : 150 - R. HILAIRE : 100 - F. LEVY : 16 - M. HAREN : 10 - P. BOUCHARD : 100 - R. COLNEY : 20 - A. BIRAT :10 - P. BENOIST : 20 - G. CAHOUA : 20 - A. BOURRE :30 - L. FOURET : 20 - Mme R. NOIR : 10 - P. HERDNER : 15 - A. BOSSET : 150 - R. GUICHON : 50 - S. FAURE : 23 - M. WATTENBERG : 40 - P. GOUVERNEL : 50 - R. PIQUET : 100 - Mme R. THIEBAULT : 250 - J. CORNELIO : 30 - L. GALLOIS : 50 - R. VILLEGIER : 116 - E. CHAUVIN : 50 - P. MAGDINIER : 500 - A. CALAS : 20 - E. MET : 10 - R. GOUGIS : 310 - R. BEURET : 50 - D. COEN : 30 - B. LABBE : 50 - A. ROBIN : 50 - P. MAGRE : 20 - C. MAZAUDIER : 40 - G. BATAILLE : 50.

TOTAL ..... 4.590 F.

MERCI A TOUS.

La France dans le brouillard

par Jean MALRIEU

LA France est dans le brouillard. Les Français ne savent plus à quels saints se vouer. Après Giscard, Mitterrand. Après Barre, Delors. Et la marée du chômage ne cesse de monter. Le sentiment général est qu'ils se plantent tous. Tous les politiciens, chefs de partis ou de syndicats ont l'air de marcher à côté de leurs pompes. A commencer par le Pierrot lunaire qui nous sert de Premier Ministre.

Rassurons les Français. Ils ne sont pas les seuls à pédaler dans la choucroute et à avoir porté des jocrisses au pouvoir. Regardez Mme Thatcher et ses 3 millions de clochards, Ronald Reagan qui se farcit 500 000 chômeurs supplémentaires en un mois, et dont la politique est dénoncée par ses propres conseillers. Keynésiens ou monétaristes, conservateurs ou sociaux-démocrates, les dirigeants occidentaux sont également impuissants à sortir leurs pays de la crise.

C'est que ni les uns ni les autres n'embrayent sur les véritables raisons de la crise qui ne tient essentiellement ni au mode de gestion, ni au mode de propriété, mais à la nature même de l'économie de marché. Dans ces conditions, débattre de la relance par la demande ou de la relance par l'offre ou des mérites comparés de la gestion étatique (nationalisations) ou de l'autogestion, comme le fait Edmond Maire, c'est s'égarer dans des questions subsidiaires et perdre de vue le problème fondamental. Que penser de ces aimables plaisantins, comme Lionel Jospin ou Rocard, qui discourent sur la rupture avec le capitalisme en même temps qu'ils affirment leur attachement à l'économie de marché. Confusionnnisme ou palinodies ?

Fort heureusement — comme nous l'annoncions il y a 6 mois — les gens simples et les travailleurs commencent à prendre conscience des causes profondes de la crise et des véritables dimensions du débat. Ecoutons les ouvriers de Renault : « Il faudrait savoir si le socialisme consiste à bien gérer le système existant ou à changer les conditions de vie et de travail des salariés. Les O.S. ont voté à gauche pour que la vie change. Pas pour avoir des multinationales plus compétitives. »* Les ouvriers de Renault ont mis le doigt au cœur du débat. Ils expriment, sous une autre forme, l'exigence que le Pape Jean-Paul II vient de réaffirmer solennellement dans sa dernière Encyclique : l'économie doit être au service des hommes et non l'inverse. Produire pour vivre et non pour vendre. En finir avec « les sauts périlleux de la marchandise », pour reprendre une heureuse expression de Marx. Remplacer l'extorsion par la concertation, l'échange marchand par l'échange convivial. Telle est la question centrale de l'époque. C'est le dilemne posé il y a 50 ans par Jacques Duboin qui concerne aujourd'hui toute la planète : Economie compétitive ou Economie distributive.

Dans le cadre de la compétition mercantile il n'y a pas d'issue à la crise où s'enfonce le monde. Celle-ci ne fera que s'aggraver à mesure que les conditions exceptionnelles dont avait bénéficié l'économie capitaliste après la 2e guerre mondiale disparaîtront avec l'internationalisation du marché, la raréfaction des ressources et le redressement des termes de l'échange. L'introduction des nouvelles technoiogies informatiques, en éliminant progressivement les forces de travail, lui porteront le coup de grâce. **L'homme est une denrée de moins en moins réclamée sur le marché.** L'extension irrésistible du chômage ne peut qu'accentuer le déséquilibre structurel de l'offre et de la demande globales qui mine le système.

Les choses vont-elles mieux à l'Est ? Il ne le semble pas. La socialisation des moyens de production ne doit pas faire illusion. Elle n'est que le support d'une nouvelle forme d'exploitation à mi-chemin de l'esclavagisme et du capitalisme d'Etat. Il ne faudrait pas commettre l'erreur de changer un cheval borgne contre un aveugle. Au demeurant, l'économie du bloc soviétique elle aussi, dans la dépendance du marché mondial et sa volonté de puissance ne le cède en rien à celle du bloc occidental. L'affrontement des deux impérialismes et la course aux armements qui en résulte sont en train de conduire le monde au bord du gouffre.

La montée des périls fera-t-elle prendre conscience à l'humanité de l'effroyable engrenage où elle est entraînée, de la démentielle stupidité de sa démarche ? Il y a sur la Terre suffisamment de ressources et de savoir-faire pour assurer à tous les peuples des conditions d'existence décentes. Les hommes vont-ils continuer à dilapider ces ressources — limitées de toute évidence — pour se concurrencer, pour se combattre et finalement se détruire ou parviendront-ils à les gérer pour satisfaire équitablement et raisonnablement leurs besoins ?

Parier sur le bon sens des bipèdes, quand on connaît l'histoire « pleine de bruit et de fureur » de l'espèce humaine, est la gageure la plus aléatoire qui soit. Mais il n'y a pas d'alternative, sauf se croiser les bras en attendant l'Apocalypse. Contrairement aux marxistes, nous ne faisons pas con-

* Propos rapportés par J. Julliard dans le Nouvel Obs du 8 novembre.

fiance aux mouvements de l'Histoire. Le salut de l'Humanité ne relève pas de la dialectique mais de l'Ethique ; il se fera à contre-courant ou ne se fera pas. Que l'entreprise soit difficile, nous n'en doutons pas. C'est d'une mutation de l'espèce humaine qu'il s'agit. Il y faudra des assises planétaires. Mais les premiers tabous, les règles fondatrices des premières sociétés ne sont pas nés autrement. On n'a pas le choix. C'est ça ou l'anéantissement. L'Utopie ou la mort, a dit René Dumont.

La France peut prendre la tête du combat pour la Vie, contre les forces de mort. Mais à condition de sortir de la confusion ou l'entretiennent des politiciens à courte vue et des partis sans envergure. L'enjeu véritable de la période est sans commune mesure avec les options dérisoires qu'on lui propose. Nationalisations ou autogestion, propriété privée ou propriété collective. Ces options n'ont de sens que subordonnées à l'alternative fondamentale : compétition ou concertation. Loi de la jungle ou société conviviale.

La concurrence impitoyable qui se déguise sous la bannière du libre échange et permet aux exploiteurs de jouer les peuples et les travailleurs les uns contre les autres doit faire place à une organisation non-conflictuelle de la production où toutes les potentialités pourront être utilisées, sans exclusive ni surenchère. Aux lois aveugles et destructrices du marché, il faut substituer les lois de l'HOMME.

Ils en sont là et nous en sommes las !

Lecteurs participez à cette nouvelle rubrique.

Vous avez sûrement constaté l'existence de telle ou telle astuce, plus ou moins apparente, plus ou moins fine, soit publique soit au sein de votre corporation, ayant toujours pour résultat de gagner de l'argent aux dépens du consommateur.

Ces pratiques sordides sont destinées à perpétuer le système économique actuel. Le simple fait que ce système financier les tolère ou les rend possibles ou inévitables, démontre sa nocivité et son état de décomposition avancée.

Ecrivez-nous pour faire part de vos découvertes dans le domaine de la malhonnêteté commerciale. Cela aura le double résultat de mettre pratiquement en garde nos lecteurs et contribuera à dénoncer l'absurde du système capitaliste qui nous accable.

Commençons avec les exemples ci-après :

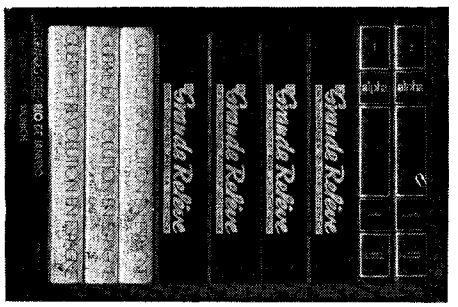
• OLIVETTI met sur le marché mondial, depuis 3 ans, une machine à écrire, le ET 221 qui justifie. Les imprimeurs savent qu'il s'agit du texte aligné en fin de ligne, aussi bien qu'en début. Prix en France 15 000 F. Utilisation sans apprentissage. Cela signifie le remplacement des linotypistes (des années de formation) par des jeunes filles (q.q. heures de formation) plus la fermeture des ateliers de composition, enfin la disparition des fabricants de linotypes et des modernes photocomposeuses... Mais, un accord occulte est intervenu qui contraint OLIVETTI à ne pas doter l'ET 221 de « marguerites » (c à d. de disques de caractères) reproduisant les caractères d'imprimerie, mais uniquement de ceux des machines à écrire classiques. Ce qui confère à un livre ou un journal composé par l'ET 221, l'aspect d'une frappe à la machine à écrire et non pas imprimé. En compensation, OLIVETTI ne verra pas surgir d'appareil concurrent.

• Certains stylos sont à cartouche-recharge d'encre. Leur achat constitue une rente pour le fabricant, d'autant que chaque marque possède son modèle propre qui ne convient pas aux autres stylos. (Exemple Waterman).

• Même procédé avec les aspirateurs. Chaque marque produit des sacs à poussière à jeter sitot plein. Ces sacs sont à prix élevés (38 F les 5). (Exemples : Miehle, AEG). Ils sont inutiles, car l'on peut très bien fabriquer des aspirateurs avec réservoir qu'il suffit de vider. Certaines marques les réalisent.

Des étrennes utiles :

RELIEZ POUR RELIRE



Chacune des reliures que nous avons fait réaliser spécialement pour « La Grande Relève » permet de grouper, sur un rayon de bibliothèque, les vingt-deux numéros publiés en deux années.

Plus qu'un moyen de rangement commode et agréable à regarder, ces reliures sont un excellent outil pour ceux qui veulent faire une propagande intelligente et documentée en citant des références.

Pour toute commande, adresser le chèque correspondant au journal : le prix est 17 F par reliure, frais d'envoi compris.

soit dit en passant

Le drame d'un chômeur

par Gabriel LAFONT

REDUIT au chômage du jour au lendemain et sans préavis depuis le 10 mai dernier comme un vulgaire balayeur, Giscard va-t-il sombrer dans la déprime et finir ses jours sans gloire, oublié, sous les ponts avec les clochards ?

Ce serait trop triste. Et c'est pourtant ce qu'il y a lieu de craindre s'il faut en croire Alain Ayache qui écrit dans « Le Meilleur » :

« Selon un éminent spécialiste... » lorsqu'un homme a occupé pendant plusieurs années de très » hautes fonctions et qu'il se re» trouve sans responsabilité, il » peut « perdre la boule », faire de » la neurasthénie, comme n'impor» te quel chômeur. »

On n'avait pas pensé à ça. Cette triste nouvelle va faire pleurer dans les chaumières et donner des remords à tous les électeurs et électrices à l'âme sensible qui, on ne sait pourquoi, lui ont refusé leurs suffrages, ainsi qu'à tous les indécis et autres jem'enfoutistes qui, le jour du scrutin, sont allés à la pêche.

Mais ne dramatisons pas. Giscard chassé de l'Elysée, où il était si bien, par le nouveau locataire, ne sera pas jeté à la rue. Que M. Ayache soit rassuré. Il sait où aller coucher. Il a une maison de campagne comme tout le monde, et ce n'est pas une grange, une place de garde champêtre assurée à Chamalières, quelques petites économies dans son bas de laine, sans parler des petits cadeaux d'amitié, qui ne sont pas tous au Mont de Piété, offerts par le cousin Bokassa, bref, de quoi tenir le coup en attendant des jours meilleurs. Ajoutez à cela le traitement alloué aux membres du Conseil Constitutionnel (environ 22 000 francs par mois), c'est peut-être pas le Pérou, mais c'est mieux que Nanterre.

Au cas où il ne s'estimerait pas satisfait il lui reste encore un moyen d'arrondir ses fins de mois, grâce à ses talents de société, en allant faire la manche dans les couloirs du métro avec son piano à bretelles en chantant : « Ça ira mieux demain » qui fut le grand succès de son septennat et que toute la France a chanté avant de déchanter. Même si le cœur n'y est plus, il faut bien vivre.

Certes, faire la manche dans le métro ou la chasse aux braconniers dans la campagne d'Auvergne après avoir occupé les plus hautes fonctions de l'Etat et assumé les plus lourdes responsabilités cela peut paraître déchoir. On comprend que Giscard hésite. Mais il n'y a pas de trône disponible en ce moment. Ce qui est triste, après avoir tant travaillé pour la France, même du chapeau, c'est de redevenir un homme comme tout le monde, sans responsabilités, perdu dans l'anonymat et déjà oublié. De quoi « perdre la boule » en effet. Comme l'existence doit être vide pour lui. Adieu les safaris en Afrique du Sud. Et comment tuer le temps quand on n'a rien à foutre qu'à traîner son ennui distingué dans le monde et pas un rond en poche ? On gamberge.

Giscard, admirateur de Flaubert et de Maupassant, avait rêvé dans sa jeunesse, à ce qu'il dit, de faire une carrière d'écrivain. Pourquoi ne s'est-il pas lancé dans la littérature plutôt que dans la politique ? De toute façon ce ne pouvait pas être pire.

Mais il est encore temps pour lui, maintenant qu'il a des loisirs, s'il ne veut pas finir neurasthénique, de tenter sa chance et d'égaler, sinon Flaubert et Maupassant, du moins l'auteur de LA DEMOCRATIE EN AMERIQUE, Alexis de Tocqueville, dont il célébrait l'année dernière aux U.S.A. les mérites et le centenaire.

Une occasion lui est offerte, puisqu'il a des souvenirs de famille, de se distinguer dans ces deux domaines : la littérature et la politique. Il retrouvera bien dans les tiroirs où l'on conserve pieusement les archives familiales, parmi les trophées de chasse, les titres de noblesse et les certificats de baptême, le texte du Plan de Reconstruction que son grand-père Jacques Bardoux, alors replié sur Vichy, adressait en 1940 au Maréchal Pétain.

Giscard a tout le temps d'en reprendre les grandes lignes, de le méditer et de le fignoler pour en tirer le nouveau Plan, enfin définitif, que toute la France attend.

Je résume ce qu'écrivait le grand-père au Maréchal :

« Election du Président de la République pour quinze ans, de la Chambre des députés pour sept ans, du Sénat pour douze ans, des assemblées locales par les métiers, des assemblées politiques par les partis, et la transformation du ministère des colonies en ministère de la Communauté impériale, pour les adapter au monde de l'an 2000. »

Mais au cas où ce chef-d'œuvre, même revu et corrigé, ne trouverait pas l'accueil qu'il mérite, Giscard, devenu la risée des chansonniers, ne pourrait plus rester en France. Il ne lui resterait qu'une porte de sortie : demander l'asile politique à S.M. Bokassa Ier.

tarifs

France	**50,00 F**
Soutien (2 nos)	**90,00 F**
Etranger	**60,00 FF**

La Grande Relève remercie bien sincèrement « **Les Compagnons de l'Abondance** » et son Président Jules Leclerc pour le don généreux de 3 000 F fait à La Grande Relève.

UNE ECONOMIE DE CHOMAGE

(SUITE DE LA PAGE 6)

Plan. Les trois données du problèmes qu'ils ont à résoudre sont :

1° Deux millions de travailleurs disponibles.
2° Des moyens de production très importants arrêtés ou en passe de l'être.
3° Quatre millions d'être (les chômeurs et leurs familles) auxquels il faut donner des conditions de vie acceptables.

Existe-t-il une solution ? De toute évidence, oui.

Nous savons qu'il existe un grand nombre d'entreprises définitivement arrêtées.

D'autres ne travaillent que partiellement. Elles attendent en vain la « reprise » et leur exploitation n'est plus bénéficiaire et même en déficit.

D'autres sentent diminuer chaque jour le pouvoir d'achat de leur clientèle et prévoient à brève échéance l'arrêt de leur exploitation.

Ce que je dis ne vise pas seulement les entreprises industrielles et commerciales, j'y inclus certaines exploitations agricoles. Combien de propriétés en France ont une exploitation à peine équilibrée ? Combien de centres d'élevages, combien d'industries agricoles, laiteries, fromageries, etc... ne couvrent leurs frais qu'à coups de primes et de subventions ?

C'est cette situation, que les dirigeants du Plan auront à étudier pour en tirer le meilleur profit.

C'est ici que les techniciens de ce genre de travail, les virtuoses de l'ordinateur, auront à nous prouver leur efficacité. Et, c'est finalement sur le rapport de ces techniciens, que les responsables de la « **Régie Administrative de l'Économie de Chômage** », à qui appartiendront tous les pouvoirs supérieurs, décideront :

1° de remettre en marche, avec l'aide de la main-d'œuvre en chômage, certaines entreprises arrêtées et continueront à faire fonctionner des affaires parfaitement viables qu'une gestion maladroite a placées dans une situation financière inextricable (cas de Manufrance, il n'y a pas si longtemps) ;
2° de répartir et distribuer les biens et produits ainsi fabriqués entre les 4 millions d'êtres actuellement privés de ressources ;
3° de définir les normes de répartition, en allouant à chaque ressortissant de cette Société une monnaie-consommation. Le montant exact versé à chacun sera déterminé selon certains principes à définir avec le plus grand soin. Nous n'avons malheureusement pas, ici, le loisir d'en débattre.

Le travail sera réparti entre les membres de la Société, en tenant compte de leur spécialité et de leur âge, et la production des entreprises remises en activité sera régie par un « **Plan** » bien étudié et aussi rigoureux que possible.

Mais avant d'épiloguer sur l'existence nécessaire de ce Plan, je voudrais souligner, par un exemple clair et concret, un avantage indéniable qui résultera de la coexistence des deux économies et des deux monnaies. Cette situation, tout à fait nouvelle et spéciale, mérite en effet qu'on puisse en apprécier quelques conséquences.

En ce qui concerne la mise en place de notre nouvelle Économie de chômage, ses répercussions sont tout à fait favorables. Elle permettra de convaincre ceux qui, dans un avenir pas très lointain vont recevoir la presque totalité de leur indemnité de chômage, dans cette nouvelle monnaie, des avantages réels qu'elle leur apportera et de les accoutumer progressivement à son utilisation.

Au début de la mise en place de tout ce nouveau système, la Régie sera certainement amenée à prendre les décisions suivantes :

Lorsqu'elle aura seulement organisé les premières productions de son démarrage elle ne pourra naturellement mettre à la disposition des chômeurs qu'un volume total de produits fabriqués qui ne représentera qu'un faible pourcentage de leurs besoins. Prenons un exemple concret pour bien comprendre comment les choses se passeront :

Si la Régie n'a pu mettre en fabrication et en vente, pour les deux premiers mois, qu'une production n'atteignant encore que 20 % de leurs besoins, elle versera aux chômeurs 20 % de leur indemnité en monnaie-consommation et le solde (80 %) en monnaie du marché libre, comme avant. Ceux-ci pourront donc continuer à se procurer, comme ils le faisaient jusqu'ici, dans les magasins de ce marché, la diversité des biens qu'ils ont l'habitude de consommer, et ils réserveront les 20 % qu'ils ont touchés dans cette nouvelle monnaie, qu'ils ont pour la première fois entre les mains (monnaie d'aspect tout à fait différent) pour acheter éventuellement les marchandises qui leur plairaient (parmi les premières productions que la Régie leur propose) dans les comptoirs de vente de la Nouvelle Économie, où seuls ont accès les porteurs de cette nouvelle monnaie-consommation. Les chômeurs y trouveront déjà des biens de première nécessité qui, fabriqués en Économie fermée, pourront être étiquetés strictement à leur prix de revient (puisque, dans ce secteur, personne ne prélève aucun bénéfice intermédiaire entre la fabrication et la vente).

Mais, surtout dans les débuts, la Régie devra majorer sensiblement ses prix de vente (tout en restant un peu inférieurs à ceux pratiqués dans le marché libre) pour pouvoir amortir plus vite le capital de départ investi et surtout pour que ces prix ne soient pas trop brutalement inférieurs à ceux des mêmes marchandises vendues dans le marché libre. Cela risquerait, en effet de déclencher des réactions psychologiques regrettables chez les très nombreux clients de ce très grand marché, s'ils voyaient soudain étiquetée, dans les comptoirs de la Régie, une paire de chaussures d'une certaine qualité à un prix inférieur de 50 ou 60 % par rapport à celui qui est encore pratiqué pour exacte-

ment la même marchandise de la même qualité, dans les magasins du marché libre.

Mais arrêtons-là cet exemple qui nous a remis un instant dans la réalité des problèmes concrets de nos futures réalisations, pour revenir au « Plan » dont il était question. Oui.

J'imagine que l'annonce d'un « Plan » fera bondir certains lecteurs. Cependant, n'avons-nous pas vu, dans notre fameux régime d'Économie Libérale, intervenir parfois d'habiles technocrates et, dans des cas particulièrement graves, mettre en application certains Plans... Et il faut bien avouer que quelques-unes de leurs interventions étaient indispensables pour éviter le pire. Mais, parmi les lecteurs de « La Grande Relève », l'annonce d'un Plan ne devrait soulever aucune objection, puisque leur grande majorité est favorable à l'Économie Distributive qui est, par essence, une économie planifiée.

Et, pour ceux qui sont, par principe, hostiles à un Plan, j'ajouterai ceci :

Quand tout va bien et que tout le monde travaille à plein temps, je crois qu'il est préférable de ne pas trop intervenir, mais quand tout va très mal, comme aujourd'hui, et que l'on n'a le choix qu'entre deux solutions :

— soit, laisser les choses aller comme elles vont, c'est-à-dire laisser glisser petit à petit les finances de la France vers la faillite et assister à la désagrégation dans la violence de tout notre Ordre Social,

— soit, mettre en application un « Ordre Nouveau », même s'il impose l'adoption d'un « Plan », mais seulement pour un très petit groupe humain (10 % de la population), ce qui ne nécessite aucun chambardement profond et ne change absolument rien pour 90 % des Français,

il ne faut pas hésiter à tenter l'expérience.

CONCLUSION

Il ne faut pas nous imaginer que notre « Économie de chômage » sera tout de suite une solution idéale, mais elle est d'autant plus perfectible qu'elle sera au début d'une importance assez réduite. Ce genre de Société n'a encore, il faut le reconnaître, jamais été, dans ses applications, tout à fait satisfaisantes partout où l'expérience en a été tentée. Mais il faut avouer que la plupart des conditions indispensables à la réussite de l'expérience ont été systématiquement refusées ou négligées. Cela ne me paraît pas suffisant pour que nous en tirions une conclusion tout à fait positive pour nous. Mais cependant, avec une ferme volonté d'aboutir à un résultat tout à fait positif, de la part de ceux qui auraient la tâche délicate de la réaliser, elle pourrait devenir, je pense, **le petit modèle expérimental** d'une Société bien adaptée à l'amélioration constante du progrès technique, où enfin, l'augmentation de rendement du machinisme se répercutera toujours en amélioration du niveau de vie, en « libération réelle » des travailleurs, en augmentation de leur bien-être et de leurs loisirs.

Cette petite Société, ne portant aucun préjudice au secteur économique encore très large (90 % de la population) qui se défend encore tant bien que mal dans l'échangisme, pourra servir de **« Test »**, et sera toujours prête à accueillir tous les nouveaux chômeurs que continuera à engendrer, comme « trop-plein », le secteur libéral.

Ses investissements continus dans des machines toujours plus performantes, privera obligatoirement de leur travail près de 300 000 ouvriers, employés et cadres par an. Notre « Économie de chômage », bien rodée, n'aura aucun mal à les intégrer en leur assurant immédiatement des conditions de vie et de travail tout à fait favorables.

Ainsi, petit à petit, à la cadence que décideront les circonstances, pourra se faire, harmonieusement et sans bouleversements, le passage progressif de l'Économie Traditionnelle d'un grand pays occidental, dépassée par les événements, vers une Économie Nouvelle qui semble bien y être, aujourd'hui, la mieux adaptée : **« L'Économie Distributive »**.

A. H.

« LA TRILATERALE » est hébergée par E.D.F.

M. Yann MONCOMBLE, de « La Revue Française » (D.P.F. Chiré 86190 Vouillé) a reçu une réponse de M. Boiteux, Président d'E.d.F., membre de la « Trilatérale », dans laquelle ce dernier lui confirme que la « Trilateral-Commission » est présidée en France par M. Paul Delouvrier, que son siège est effectivement à celui d'E.d.F., que les locaux E.d.F. occupés par la « Trilatérale » ne sont pas payés sur le 1 % de la Caisse Centrale d'activités sociales qui figurent sur les factures d'électricité des usagers, que les frais de secrétariat, supportés par E.d.F. sont ensuite remboursés et que, l'affranchissement du courrier de la Trilatérale est fait sur les machines à affranchir au nom d'E.d.F.-G.d.F « mais qu'il ne l'avait pas même remarqué ».

M. Boiteux précise : « Les conditions matérielles d'existence de ladite section, leur parenté avec E.d.F. tient à un phénomène purement contingent. Pour éviter des complications inutiles de correspondance et eu égard au caractère très peu formel de l'organisation, d'ailleurs fort légère, la section a pris comme adresse celle du Président Delouvrier (celle d'E.d.F., 32, rue Monceau, Paris-8e).

Ce à quoi M. Y. Moncomble réplique qu'en fait de « légèreté » la section compte parmi ses membres : MM. Raymond Barre, Georges Berthouin, Michel Crépeau, Michel Crozier, Michel Debatisse, Jean-Philippe Lecat, Robert Marjolin, Roger Seydoux, Edmond de Rothschild, etc.

Hilarius de Joyeuse

bloc notes

LIA. CO. FA

Les participants du Colloque, réunis le 26 septembre à Paris, à l'initiative du Comité de Liaison et d'Action contre la Faim (LIA. CO. FA), 25, square du Nouveau Belleville, 75020 Paris,

— tiennent à dire leur souci devant un état des relations internationales qui entraîne chaque année la mort par la faim ou par malnutrition de **40 millions** d'êtres humains,

— pensent qu'une action comme celle entreprise par Mario PANNELLA à la suite de l'Appel des 54 Prix NOBEL, doit amener les gouvernements à appliquer d'urgence des plans d'intervention pour réduire et finalement arrêter cet holocauste.

72, rue du Château-d'Eau
75010 PARIS

Tous les médias se sont mobilisés pour parler de la grève des Sakharov qui luttaient pour la liberté.

Combien sommes-nous pour rappeler la longue grève de la faim entreprise par Marco Pannella qui lutte pour qu'on cesse de laisser mourir de faim des millions d'êtres humains ?

★ RENAITRE 2 000

Conférences salle « Psyché »
15, rue J.-J. Rousseau, 75001 Paris

En janvier, nous notons : le 9, à 15 h, dialogue entre A. Dumas et le Dr Jean Richard sur « la Pensée et la Lumière », et le 31, à 15 h, celle d'A. Dumas « Autour du Paranormal médiumnique ».

Un lecteur, pour relier sa collection, demande le numéro 791. Si un camarade veut bien le lui donner, nous transmettrons.
Merci.

AUTEURS, VENDEZ VOS LIVRES !

Les auteurs d'ouvrages auto-édités (à compte d'auteur) sont courtoisement invités à participer au « 1er SALON du LIVRE MECONNU » les 29, 30 et 31 janvier 1982, au Palais d'Austerlitz, 24 à 30, Quai d'Austerlitz, Paris-13e. S'adresser à l'organisateur J.-Cl. GILBERT, 21, rue Faidherbe, 49003 Angers, pour tous renseignements et inscriptions.

REVUES INTERESSANTES :

★ LE MIROIR DU CENTRE
14, place Jourdan
87000 LIMOGES

Revue agricole, artistique, économique, universitaire.

★ FACETTES

BP n° 15 - 95220 Herblay

Le lien des chercheurs et des curieux. Abonnement 1 an : 100 F, 2 ans : 200 F. Etranger : 1 an 120 FF c.c.p. Facettes 11-696.06 S Paris.

★ REVUE DE L'UNION DES ATHEES
03330 BELLENAVES

★ SORTIR DE LA PAGAILLE
(224 pages - franco 27 F)
Versement à M. Laudrain
C.C.P. 10641-53 U Paris

Ce livre retrace magistralement l'histoire du vrai socialisme et la place qu'y occupe notre action.

D'autres brochures, écrites sous la direction de M. Laudrain, peuvent être obtenues par versement au C.C.P. de « Pense et Lutte », 30571-80 La Source :

« Pour bâtir le socialisme » 2,00 F
« Comment maîtriser l'économie » 1,50 F

LA LUCARNE
11, rue de Monnel
7500 TOURNAI (Belgique)

Ce périodique belge réfléchit aux changements que vit et que va vivre notre monde. Il lutte pour la paix.

CITOYENS DU MONDE

Aussi incroyable que cela paraisse, le siège du Centre Français des Citoyens du Monde, 15, rue Victor Duruy, a été complètement détruit par un attentat. Il n'en reste rien. Comment peut-on s'attaquer à des pacifistes qui ne rêvent que de fraternité mondiale ?

Nos lecteurs auront certainement à cœur d'aider les Citoyens du Monde à retrouver les moyens matériels de diffuser leur message de paix, car nous savons bien que leur courage n'en sortira que plus grand : Souscription du renouveau :

Citoyens du Monde
C.C.P. 7710-46 Paris

★ UNION PACIFISTE
4, rue Lazare Hoche
92100 Boulogne

VIVRE EN SON TEMPS et LE VRAI DE GAULLE
(2e édition)

L'auteur, Aristide Bochot, a 99 ans. Ce n'est pas son unique mérite C'est un vétéran de 14/18 et de 39/45. Il a rédigé 18 ouvrages... depuis son 80e anniversaire ! Tirés à 20 000, tous épuisés. C'est un pamphlétaire. Ici, il attaque les religions, l'ex-capitaine De Gaulle qu'il accuse d'avoir déserté le 2 mars 1916, etc. Ses propos ne semblent évidemment pas toujours impartiaux. Il n'est pas qu'un démolisseur. Il intitule la seconde partie du livre « Du régime capitaliste à celui de l'abondance ». Il cite Georges Valois et Gustave Rodiguers de « Nouvel Age » et publie les bases de la théorie de l'Economie distributive, énoncée en février 1937. Des 13 points exposés, près d'un demi-siècle plus tard, il n'y a rien à réfuter.

Vente chez l'auteur, 35, rue Poulet, Paris-18e. Franco 35 F.

« *En réponse à votre appel « Une mesure de transition », je pense que les références d'André Hunebelle (Gaston Bergery, La Flèche) sont une excellente caution et je vous signale l'ouvrage de Francis Delaisi (qui faisait aussi partie de l'équipe de Bergery) intitulé « La révolution européenne » paru à la Toison d'Or, et qui montre qu'a existé, en Allemagne, un double circuit des échanges.* »

M.A., Brigueuil.

...« *Les grandes idées couvent longtemps avant qu'on les découvre, mais le travail de fourmis que font certains convaincus arrive à intéresser les jeunes qui ont entendu parler qu'il y aurait une autre façon de vivre au temps des ordinateurs, du chômage et de l'argent.*

Mme R.N., Neuilly-Plaisance.

«... La Grande Relève *doit encore reprendre le B.A. BA des idées lumineuses et fraternelles de J. Duboin. Trop d'individus isolés, mal informés, les ignorent. Certains les rejettent par manque de compréhension, de maturité, de peur du changement. A commencer par le gouvernement en place. Oui, amis de* la Grande Relève, *la répétition, les répétitions sont une absolue nécessité. L'explication naturelle de l'Economie Distributive doit être un élément dominant de tous les lecteurs du mensuel de réflexion. Nous devons mobiliser le maximum de bonnes volontés pour faire triompher l'Economie Distributive. Notre pays, et le Monde, vont vers le chaos si les dirigeants, mais surtout la Masse ne réussissent pas à se convaincre que les utopies d'antan les entraînent à la ruine. Tous doivent comprendre l'utilité et l'altruisme de 'Economie Distributive prêchée par J. Duboin.*

Un énorme travail d'explications concrètes doit être entrepris afin que l'exploitation de l'homme par l'homme prenne fin. Le peuple, car c'est la base que nous devons convaincre, semble n'avoir aucune notion des thèses de J. Duboin. Quand la Masse saura et aura compris ce qu'est pour l'humanité l'Economie Distributive, elle ne se laissera plus abuser par une idéologie dépassée, elle exigera le triomphe des nouvelles structures économiques qu'elle aura bien assimilées. Ce sera la marche vers la lumière, le bonheur, la fraternité universelle. »

L.V., Tarascon.

CENT FOIS SUR LE METIER
La répétition est l'âme
de l'enseignement.

Le 10 novembre 1981 j'ai écouté avec beaucoup d'attention notre Premier Ministre P.S. exposer sa stratégie de lutte contre le chômage, devant un auditoire de patrons-P.M.E. et représentants de la grande industrie. L'assemblée, glaciale, morose du début à la fin, écoutait hostilement ; refusant toute communication, tout dialogue constructif ! Elle vénérait le veau d'or, méprisant le socialisme sentimental. Quelle désillusion pour les naïfs qui espéraient un changement positif dans les comportements.

Le Premier Ministre a fait des efforts d'élocution pour gagner à sa cause des réfractaires irréductibles. M. Mauroy a osé déclarer que l'INTERET des Patrons dans le régime de Marché actuel était légitime et qu'il le comprenait ! Pourtant, après cette avance, cet appel, malgré son ton persuasif, le Premier Ministre n'a pas convaincu cette race d'hommes qui ne vit que pour exploiter les non-dominants, les fouler aux pieds ; quand ils sont remplacés par la machine !

Hélas, Monsieur Mauroy a réussi au moins à convaincre un auditeur de la T.V.

Je reconnais qu'il est un bon socialiste mais c'est aussi, il nous l'a dit, un tenant de l'Economie de Marché ! ce qui signifie que cet excellent orateur, s'il connaît et j'en suis persuadé, l'œuvre de Jacques Duboin, n'a RIEN retenu, ou n'a rien voulu retenir de l'Economie Distributive dans un monde de surabondance.

Notre Premier Ministre admet sans équivoque l'Economie de Marché, le Profit, l'Intérêt du grand capital. Certes, il est socialiste mais il est conditionné, il a les réflexes d'un CAPITALISTE parce qu'il n'a pas réussi à s'extraire de l'emprise du Mur d'Argent.

L.V., Tarascon.

« *Grâce à vos reliures, qui sont très bien faites, j'ai pu ranger une collection complète de « Grande Relève » et je ne perds plus mon temps à chercher les articles qui m'intéressent.* »

L.D., Montesson.

...« *La vie est une chose toute simple pourvu qu'on ne la mette pas en équations insolubles. Et quand les puissants de ce monde disent aux infimes « Travaillez le plus possible, créez des richesses, on vous paie très peu, mais achetez quand même très cher ces marchandises que vous avez produites pour quatre sous », cela est une équation insoluble. Et cela dure depuis cinquante ans. Je voudrais savoir comment vous comptez instaurer votre Economie Distributive qui serait une nouvelle ère de l'humanité ? Militer ? Pour faire admettre cet état de choses nouveau à ceux qui, depuis des siècles, croient au bas de laine même percé afin d'avoir un peu plus que les autres, il faudra bien cinquante ans. En avons-nous le temps ? Question pollution de la planète, on nous dit depuis quinze ans : « Demain il sera trop tard ». Ne sommes-nous pas déjà à après demain ?*

Un coup d'Etat serait rapide, avec une bombe à neutrons suspendue sur chaque tête incompréhensive. Mais est-ce faisable ?

Les entreprises coopératives ne seraient-elles pas le marchepied possible ? Supposez beaucoup d'entreprises de ce genre — il y en a environ cinq cents, plus les Centres de Jeunes — qui se modifieraient un peu, s'unissant par le haut tout en restan tindépendantes, plus toutes celles que nous pourrions créer avec les chômeurs et les gens sans revenus suffisants, cela ne serait-il pas une force, une démonstration du système? »

Mme B., Paris-7e.

l'économie distributive

Le principe fondamental de ce système consiste à séparer, pour tous, le travail effectué par un individu et ses revenus, c'est-à-dire RENDRE SON POUVOIR D'ACHAT INDEPENDANT DES FLUCTUATIONS DE « L'EMPLOI ».

Ceci implique de nouvelles institutions :

Les revenus

Le salariat est aboli. Un « **REVENU SOCIAL** » qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier, est ouvert périodiquement à tout individu, de sa naissance à sa mort, en une monnaie non thésaurisable.

La monnaie de consommation

perdant sa valeur dès qu'elle a servi, comme un billet de chemin de fer, a pour but de distribuer équitablement la production réalisée, tout en laissant à chacun la liberté du choix.

Le travail

nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un **SERVICE SOCIAL** auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant la durée de sa carrière active.

La gestion

d'une telle économie devient un problème d'informatique comportant :

— l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire,

Le calcul du revenu social correspondant à la production et aux services.

L'organisation économique et sociale est **DECENTRALISEE**, allant de la plus petite collectivité jusqu'aux organismes coordinateurs. Mais pour être optimale, la gestion doit être planifiée avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce encore aux moyens informatiques, par **TOUTE** la population, producteurs aussi bien que consommateurs ; la « vente » n'étant plus faite pour le profit se trouve libérée de toutes les pressions publicitaires et c'est la façon dont les revenus sont dépensés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

Cette assurance de recevoir sa part de production, même si une machine automatisée l'a réalisée pour lui, permet enfin à l'homme d'aujourd'hui d'hériter des générations passées et des techniques qu'elles ont su mettre au point pour accéder à une véritable **LIBERATION** : c'est la grande relève de l'homme par la machine, qui cesse d'être sa concurrente pour devenir sa servante.

et ses conséquences

Débarrassé de la hantise du lendemain, l'homme cesse d'être l'esclave de ses besoins. Mais dépendant ainsi solidairement de la société, il est obligé d'y participer, conscient d'en être **RESPONSABLE** au **MEME** titre que ses semblables.

De même la femme, qu'aucune loi naturelle n'oblige à dépendre de son mari, accède à l'indépendance financière.

L'égalité économique des nouveau-nés supprime les inégalités de chances imputables au milieu de naissance et tend à abolir les barrières sociales, qui aujourd'hui délimitent les classes. Ceci conduit à une transformation radicale de la société car :

— tous les enfants peuvent s'offrir **LA FORMATION** correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles,

— mise au service de la société pendant leur carrière active, cette formation fait d'eux des hommes et des femmes libres sur lesquels **AUCUNE PROPAGANDE INTERESSEE** ne peut plus avoir prise,

— c'est une **VERITABLE DEMOCRATIE** qui s'instaure sur le plan politique, tant il est évident qu'on ne peut imposer une domination quelconque qu'à des êtres qu'on tient par le besoin ou par l'ignorance.

— Ainsi formé, l'homme **saura utiliser intelligemment son temps** lorsque sa participation au travail social ne sera plus nécessaire. Il pourra enfin, car il en aura les moyens, se consacrer à l'occupation de son choix, intellectuelle, manuelle, sportive, artistique, philosophique ou scientifique, pour le plus grand bien de tous.

LE SOCIALISME DISTRIBUTIF, EN METTANT FIN A L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, OFFRE A L'HUMANITE L'ACCES A UNE VERITABLE CIVILISATION DES LOISIRS ET LES MOYENS DE S'Y EPANOUIR.

La Directrice de la publication : M.-L. DUBOIN Imprimerie GASCHET Commission Paritaire : 57 434 diffusé par N.M.P.P.